



Le dossier

“TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR”

Réparer les galériens de l'emploi

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, doit décider d'étendre ou non l'expérimentation "Territoire zéro chômeur" et si l'on peut financer avec de l'argent public des entreprises à but d'emploi (EBE). Le succès de l'opération dans la Nièvre ouvre des perspectives à tous. Reportage à Prémercy, dans le nord du département.

PAR LAURENCE DEQUAY - PHOTOS DE JEAN-LUC LUYSSSEN POUR "MARIANNE"



Le dossier

Un petit pays de la Nièvre (58), entre verdure et forêts de chênes, où terre et hommes renaissent de leurs épreuves. Pollués par l'enfouissement de reliques toxiques issues de la Grande Guerre, ces 20 ha de friches en pente douce accueilleront bientôt une ferme de panneaux solaires et une unité de méthanisation alimentée par des déchets végétaux. Au bout du chemin, les 90 pionniers de l'« entreprise à but d'emploi 58 » (EBE 58), créée en 2017 grâce à la loi d'expérimentation « *Territoire zéro chômeur de longue durée* » (lire l'encadré, ci-dessous), font bourdonner le vaste hangar blanc de leur ouvrage. De solides bûchers y tronçonnent du bois dans un nuage de poussière. D'autres alignent des armoires patinées, débarquées de déménagements. Dans la recyclerie, des ébénistes, des décorateurs réparent, repeignent des meubles. Des bibliothécaires classent des volumes historiques, des romans policiers, des CD à 1 €, des livres pour enfants à 50 centimes qui permettent aux habitants de gâter leurs proches. Embauchés en CDI au Smic, ces anciens chômeurs au long cours, âgés pour moitié de plus de 55 ans, surmontent lentement leur privation d'emploi.

Ambiance de travail à Prémery. Et de renouveau surtout. Cette ville a été assommée par la fermeture en 2011 de son unique usine : une fabrique de charbon de bois, de colle et de chimie aromatique sylvestre fondée par les Lambiotte, originaires de Belgique, laminée par la concurrence des pays de l'est de l'Europe. Fiers de reprendre pied grâce à cette expérimentation « zéro chômeur » conçue par ATD Quart-Monde et impulsée par un comité local présidé par Jacques Legrain, conseiller départemental PS de la Nièvre, ces salariés – ex-chômeurs – plantent leur regard dans le vôtre, en se demandant si vous saurez recevoir leur leçon de vie...

Nadine, 56 ans, lie des ballots de branchages ramassés dans les bois. Jusqu'en 2014, elle livrait les poissonneries au volant d'une camionnette.

UNE IDÉE ET... DU CONCRET

Territoires zéro chômeur : l'idée vient de l'ancien jésuite Patrick Valentin, d'ATD Quart-Monde. Selon lui, personne n'est inemployable pour peu que l'emploi soit adapté à chacun. Et priver un citoyen d'emploi coûterait environ 18 000 € par an aux finances publiques... Il embarque ainsi 11 territoires dans l'aventure inédite des « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Dès 2017, après le vote d'une loi d'expérimentation sur cinq ans, 11 entreprises à but d'emploi (EBE) ont donc embauché, au Smic et en CDI, 800 privés d'emploi sur les 4 000 éligibles qui localement produisaient des biens et services utiles à tous, sans concurrencer l'emploi existant. Faut-il, sans attendre 2021, étendre cette expérimentation à des centaines de territoires volontaires qui brûlent d'offrir, notamment à leurs seniors discriminés, une possibilité d'atteindre dignement l'âge de la retraite ? C'est ce que devaient décider à l'origine en février, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, et les députés. ■ L.D.



Marie-Laure Brunet, directrice de l'EBE 58, aux côtés de Thierry Guyot, son président, et de Jacques Legrain, président du comité local d'expérimentation.

“On ne recrute pas, on embauche ! Nous créons des activités utiles à tous, mais insuffisamment rentables pour s'épanouir dans le privé.”

Marie-Laure Brunet, directrice de l'EBE 58

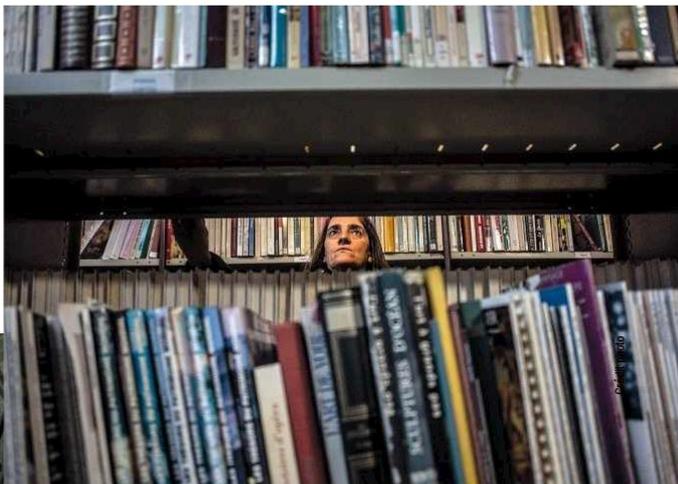
Les lourdes caisses de marée ont fragilisé son dos. « Lorsque j'ai quitté cette place, Pôle emploi, installé à 45 km, à Cosne-Cours-sur-Loire, m'a proposé des miettes de travail. Une heure de ménage ou de repassage – et encore, à 30 km de mon village, raconte-t-elle d'une voix sonore, en grillant une cigarette. Trop coûteux en essence ! J'écrivais, j'allais à des rendez-vous. On ne me rappelait pas. Vu mon âge. » Dès qu'elle a su, en 2015, qu'un comité local prétendait créer ex nihilo de l'activité pour tous les désœuvrés du coin, Nadine s'est pincée, mais elle s'est précipitée pour figurer en haut de cette liste humaniste. Elle a dû tenir deux ans, soutenue par son époux électricien ou maçon au gré des boulots, avant de signer son CDI, le temps que l'EBE 58 prenne consistance. « Je me sens bien ici. Les fagots sont plus légers que les caisses de marchandises. Je ne suis plus enfermée chez moi, mon moral est meilleur. »

Îlots de résilience

Pour redonner confiance aux privés d'emploi ruraux, l'association revendique un slogan choc : « Ici, on ne recrute pas, on embauche ! clame sa directrice Marie-Laure Brunet. Nous créons avec ceux qui nous rejoignent des activités utiles à tous, mais insuffisamment rentables pour s'épanouir dans le privé. » « Un concept génial déployé nationalement sur 11 territoires et mobilisant 747 personnes », renchérit son président, Thierry Guyot, maire du village de

“Je sortais peu pour ne pas subir les préjugés sur les chômeurs. Ici, je me suis convaincu qu’il n’y a pas de fatalité à notre situation.”

Romain, 20 ans, déménageur



“Mes 500 € d’allocation de solidarité me permettait tout juste de conserver un toit, en mangeant des pâtes une fois par jour.”

Marie, 47 ans, rayon livres

Dompierre-sur-Nièvre (200 habitants). En retour – c’est le bouclage financier innovant –, l’EBE 58 perçoit de l’Etat 17340 € par an pour chaque poste à temps plein créé... parce que les finances publiques économisent le coût social des chômeurs embauchés. *« Je me demande pourquoi personne n’y avait pensé plus tôt! »*, conclut Guyot, débonnaire.

Faut-il donner pour autant à tous les territoires qui y sont prêts la possibilité de créer de tels îlots de résilience, sans même attendre la fin de l’expérimentation prévue pour 2021 ? Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, devait initialement trancher en février en s’appuyant sur des rapports qui suscitent, comme il se doit, des querelles d’experts. Dans une évaluation, des inspecteurs des finances et des affaires sociales estiment en effet que le gain net de l’Etat en prestations économisées (auxquelles s’ajoutent les impôts et taxes perçues) se limite à 9 000 € et non 17 340 €. Notamment parce que les salariés des EBE ne recouraient pas à toutes les aides auxquelles ils avaient droit. Spécieux ! Ils font deux suggestions. Scénario 1 : resserrer le recrutement des EBE en les rapprochant des chantiers d’insertion. Scénario 2 : moduler le financement de leurs

postes en fonction de l’éloignement des candidats à l’emploi. Attention, seules les structures avec des comptes à l’équilibre pourraient perdurer.

A Prémery, dont les habitants, vieillissants, se raréfient, cette évaluation technocratique suscite une incrédulité mêlée de colère : *« Mais du boulot, ici, y en a pas ! »*, tonne Nadine. Hans, 62 ans, embauché à la « motoculture », l’activité de l’EBE qui fournit pour une somme de 50 à 80 € des tondeuses et des taille-haies restaurés après récupération en Déchetterie, aimerait que les experts écoutent son surprenant parcours. Originaire d’une famille paysanne de Bavière, ce colosse a débarqué à Nevers après quinze ans de Légion étrangère. *« Expert en armes chimiques et en explosifs, je ne supportais plus que nos saloperies occidentales déstabilisent le Moyen-Orient »*, explique-t-il. Las, comme Pôle emploi refusait de soutenir sa reconversion en coutelier, il a enchaîné les formations de tourneur-fraiseur, puis de commande numérique sur machines-outils. Mais, à Prémery, la PME de métallurgie qui l’avait recruté a périclité dès 2011. ➤

Le dossier

> L'ancien légionnaire a alors fait le gros dos en intérim. « Pour "laisser du temps au temps", comme l'a dit François Mitterrand, ironise-t-il. En fin de compte, c'est l'EBE qui, en 2017, m'a sauvé la vie. » Epanoui, Hans bichonne ses hallebardes louées par les festivals médiévaux. Smicard gourmet, il s'offre, une fois par semaine, une belle pièce de viande au marché bio.

Prendre pied

Des histoires inexprimables dans un rapport administratif. Réparer les humains auxquels on a dénié les moyens de vivre, c'est du bel ouvrage. Et de longue haleine. Car, quand on a été fragilisé par la dèche, quand on a souffert de la faim, du froid, assumer un plein-temps passe par une renaissance. Il faut oublier la honte, sortir de sa tanière où l'on vivait reclus, faute de rien pouvoir acheter. Au milieu de 14 000 livres rapportés de « désherbages » de bibliothèques, Marie, 47 ans, mère célibataire de deux jeunes filles après un divorce procédurier, lève encore les yeux vers le plafond de son bureau Algeco pour prévenir le surgissement de larmes, lorsqu'elle se remémore ses sept années de galère, avant son embauche à l'EBE. « Mes 500 € d'allocation de solidarité me permettaient tout juste de conserver un toit, en mangeant des pâtes une fois par jour. Et Pôle emploi m'a proposé un job, mais pour six mois, et à Sens ? C'est-à-dire à 200 km ! Comment m'y rendre ? En fusée ? Je devais me justifier par courrier, répondre à la CAF. Mais un timbre, c'est le prix d'une baguette ! », s'indigne-t-elle en évoquant tous ces 31 décembre où elle s'est couchée, sans repas, dans un pays qui réveillonnait.

Survivre au jour le jour, s'absenter longtemps de la société, transforme aussi en profondeur le regard que l'on porte sur soi. On n'a plus l'énergie de courir ou d'être ce que les autres voudraient que l'on soit. « De s'être aventurés si loin, mes collègues et moi-même sommes restés un peu rebelles, intolérants à l'injustice », indique-t-elle. Au-dessus de son bureau, Patrick, le collègue de Marie, a punaisé une photo sépia de Gabin tirée du *Pacha*, surmontée d'une insolente tirade qui les fait sourire : « Le jour où on mettra les cons sur orbite, t'auras pas fini de tourner. »

Prendre pied dans un EBE qui les accueille avec bienveillance assure à ces rescapés du chômage de longue durée bien plus qu'un Smic qui les remet à flot. Artisan ébéniste, Thierry, 50 ans, a plongé en 2008, lorsque, en pleine crise financière, son bénéfice est passé sous la ligne des 800 €. Son épouse, lasse de tirer le diable par la queue, a exigé le divorce. « Je me trouvais inutile, j'étais vraiment à deux doigts de me suicider », confie-t-il. Une commission de surendettement plus tard, l'amitié de ses voisins de Lurcy-le-Bourg, qui l'ont élu conseiller municipal, et son embauche à l'EBE l'ont remis sur les rails. « Ici j'expertise les meubles, je les transforme. On me laisse faire avec respect. Cette autonomie m'aide infiniment. »



“Pour ‘laisser du temps au temps’ comme l’a dit François Mitterrand, j’ai fait de l’intérim. En fin de compte, c’est l’EBE qui, en 2017, m’a sauvé la vie.”

Hans, 62 ans, rayon outillage

L'expérimentation « Zéro chômeur » de Prémery met également le pied à l'étrier à des jeunes. Ses 20 ans en bandoulière, Romain décrochait dès 2015 son CAP de serrurerie-feronnerie d'art. Las, aucune banque ne lui a accordé le crédit qui lui aurait permis d'acheter une voiture, puis de décrocher un boulot. Ces rebuffades, la perspective de quitter cette Nièvre dans laquelle il est enraciné, l'ont angoissé. « Je vis très mal le stress, confie le jeune homme, j'ai sombré dans la dépression. Je mangeais peu, je ne sortais plus pour ne pas subir les préjugés des gens sur les chômeurs. » Etre embauché à l'EBE en 2017, avec son jeune frère, y rencontrer des personnes fragilisées comme lui par l'exclusion, l'a délivré de ses idées noires : « Je me suis convaincu qu'il n'y a pas de fatalité à notre situation. » confie ce nouveau déménageur qui aime le contact avec ses clients.

La ministre du Travail, les députés, peuvent-ils étendre et consolider cette expérimentation qui, dans la Nièvre, démontre haut la main son utilité ? Oui, et de plusieurs manières. D'abord, en finançant les EBE pour recruter des postes de chefs de projet, lorsque ces compétences d'encadrement ne surgissent pas localement. A Prémery, l'embauche d'Eugenia, directrice

“Avec cet emploi, j'économise sur mon Smic pour passer mon permis et acheter une voiture. Alors, je pourrai reprendre un nouveau travail.”

Virginie, 38 ans, création bois



“Je me trouvais inutile, j'étais à deux doigts de me suicider. A l'EBE, on me laisse faire avec respect. Cette autonomie m'aide infiniment.”

Thierry, 50 ans, rayon meubles

de production, permet désormais à chaque salarié de savoir qui fait quoi, sans se sentir en concurrence avec les autres; ce qui estompe leur méfiance. Si l'Etat autorise la création d'EBE partout, il devra également cultiver la patience et demander un peu de temps aux technocrates de Bercy en charge des finances. L'EBE 58, par exemple, parce qu'elle finance ses coûts structurels et ses charges patronales, ne sera pas à l'équilibre avant cinq ans d'existence.

Inventer l'avenir

Or sa directrice, Marie-Laure Brunet, aimerait déjà permettre à ses embauchés, et pas seulement ceux qui sont handicapés, de se former à l'extérieur. « Nous sommes une entreprise apprenante, mais s'ils veulent se spécialiser, à Dijon ou à Nevers par exemple, nous n'avons pas les moyens de financer leur hébergement », regrette-t-elle. Soutenir ces ambitions faciliterait pourtant leur retour vers le marché du travail classique.

Les plus jeunes s'y préparent déjà. Romain envisage de monter sa propre forge, ou de rejoindre les Chantiers navals de l'Atlantique. Virginie, 38 ans, qui fabrique

aux côtés de Hans des nichoirs et des cabanes, économise sur son Smic pour passer son permis, acheter une voiture. « Alors je pourrai reprendre un nouveau travail! », lance-t-elle, joyeuse, en enfourchant sa bicyclette. « Ils peuvent s'envoler l'esprit serein, ils savent que nous les reprendrons s'ils le demandent », rappelle leur directrice. « A leur âge », les seniors Hans et Nadine espèrent s'épanouir dans l'EBE 58, puis prendre, le moment venu, une retraite qu'ils espèrent décente.

Depuis la suppression brutale des contrats aidés, certains salariés répondent donc, au pied levé, aux besoins des communes. D'aucuns aident ponctuellement les agriculteurs, d'autres sont détachés à l'usine d'affinage d'aluminium de Derichebourg. « On a une dynamique, un consensus sur ce territoire qui nous permet de construire avec les entrepreneurs », vante Jacques Legrain. Sous peu, l'EBE 58 collectera des huiles alimentaires qui seront recyclées dans les biocarburants de la PME locale Premester. Elle étudie, avec des architectes, le recyclage poussé de matériaux. Preuve que, dès qu'on lui lâche la bride, la ruralité aussi sait inventer l'avenir! ■ L.D.